

Nouvel An, même si la situation n'est pas très bonne dans le pays. Les généralités dont est surtout émaillé le discours du trône ont trait à des questions qu'ont préconisées les membres de l'opposition en diverses occasions. Les points faibles de notre économie nationale paraissent estompés sous une longue liste d'entreprises publiques d'importance régionale qu'il aurait fallu exécuter il y a longtemps, selon nous.

On nous dit que le premier ministre (M. St-Laurent) doit assister à la conférence impériale du Commonwealth, à la fin du présent mois. En tant que membres de l'opposition, nous sommes, j'en suis sûr, tous très contents de constater que le Gouvernement semble enfin se préoccuper, du moins dans une certaine mesure, de ce genre de conférence et qu'en acceptant d'y participer, le premier ministre n'y envoie pas quelque ministre de moindre importance, mais s'y rend lui-même. Cela me rappelle qu'il y a environ cinq ans, j'avais proposé que l'on convoque une conférence du commonwealth; le député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) avait appuyé la motion. Je crois qu'une autre fois, il a lui-même formulé une proposition analogue. Depuis lors, des membres de l'opposition ont, chaque année, insisté auprès du Gouvernement pour qu'on réunisse pareille conférence, même lorsque les membres du Cabinet lançaient des mots d'esprit, comme si le pays n'était nullement menacé.

L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) se souviendra, sans doute, des sarcasmes qu'il formulait à mon adresse, comme s'il ne se passait rien à l'égard de nos marchés. Il a dit une fois que nos débouchés étaient plus avantageux que jamais et que dès 1952 notre position sur le marché britannique serait plus forte qu'elle n'a jamais été. Nous avons, à différentes reprises, prévenu le Gouvernement que ce marché était en train de nous échapper. Nous l'avons mis en garde contre ce danger, monsieur l'Orateur, quand le Royaume-Uni négociait des contrats avec des producteurs étrangers. On n'y a prêté aucune attention. On dit que l'histoire se répète. Je siège depuis assez longtemps à la Chambre pour avoir vu le parti qui se trouve à votre droite perdre à deux reprises le marché britannique. Il l'a maintenant perdu de nouveau. Je suis heureux que le premier ministre ait enfin dit: "Je m'en chargerai moi-même; ces autres personnes ne réussissent pas très bien".

M. Fraser (Peterborough): Souhaitons qu'il puisse faire mieux.

L'hon. M. Rowe: Oui, le représentant de Peterborough peut bien s'exprimer ainsi, mais je crains que ses espoirs ne viennent

[L'hon. M. Rowe.]

un peu tard. Il est extrêmement difficile d'avoir beaucoup d'influence à une conférence à laquelle on ne s'est guère intéressé auparavant.

Nous lui souhaitons bonne chance, monsieur l'Orateur. J'espère qu'il fera une heureuse traversée et que la chance lui sourira. Il est influent au Canada; j'espère qu'il le sera là-bas également. Même certains de ses partisans sont de cet avis. Il y a lieu, à mon sens, d'examiner, à cette prochaine conférence, les questions qui intéressent l'expansion de notre commerce, non seulement la vente de notre blé, mais également celle des autres produits agricoles. De fait, la vente de nos autres produits agricoles a pour ainsi dire cessé. Nous parlons de notre immense progrès. Ces voyageurs de commerce, qui ont parcouru le monde à grands frais, nous ont dit qu'il n'y avait pas de danger de perdre ce débouché. Nous vendons au Royaume-Uni moins de produits diversifiés de la ferme qu'il y a quarante ans; de fait, nous ne lui en vendons presque pas. La convertibilité des devises et d'autres sujets sont essentiels non seulement au cultivateur canadien mais aussi aux producteurs du pays en général.

A mon avis, il est à peu près temps que les messieurs qui ont parcouru le monde en tous sens, à la recherche de débouchés, tournent un peu plus leurs regards vers l'est et l'ouest, et se rendent compte que nos balances commerciales les plus favorables, au cours des années, provenaient de notre commerce avec le Royaume-Uni. Nous sommes donc vivement intéressés à savoir quel sera l'ordre du jour de la conférence en question. Il me semble presque contraire à nos usages parlementaires qu'à la veille d'une importante conférence du genre, personne à la Chambre ne connaisse véritablement les sujets qu'on y étudiera. De fait, je me demande si le premier ministre lui-même les connaît. S'il les connaît, j'espère qu'il nous mettra au courant de l'ordre du jour avant la fin de ces réunions.

En tous cas, je crois que les Canadiens s'attendent que le premier ministre du principal dominion de cette grande association que forme le Commonwealth britannique exerce une influence prépondérante sur le raffermissement de nos rapports avec la Grande-Bretagne et fasse tout son possible pour rétablir les débouchés qui ont été perdus sous le gouvernement de son parti.

Je suis sûr que mon collègue l'honorable représentant de Royal (M. Brooks) a ri sous cape à la lecture du discours du trône. Il aura l'impression d'avoir été utile ici et il sera heureux de constater que le Gouvernement a